

# HAÏTI

nouvelles  
images d'

## EDITORIAL

février 2008 – n° 63

Partie en Haïti, dans le cadre d'un partenariat entre l'association Échanges et Partenariats, le Collectif Haïti de France et l'agence de presse en ligne Alterpresse, Cindy Drogue nous a envoyé un état des lieux de l'information et des médias haïtiens.

Elle témoigne de la difficulté à réunir des données précises et à offrir une vision exhaustive sur l'ensemble des médias. L'information en Haïti est un vrai défi à cause du manque de traditions démocratiques, de la difficulté pour les journalistes de faire montre de rigueur professionnelle en raison du manque de formation et de moyens matériels.

L'extrême courage de quelques uns et le foisonnement de médias locaux et associatifs manifestent que l'importance de l'information pour la société haïtienne est bien perçue comme un enjeu capital.

## L'information : un défi haïtien.

En Haïti, il existe environ 290 stations de radios et de télévisions, (dont une trentaine de radios communautaires), 2 quotidiens, différents hebdomadaires et 3 agences de presse en ligne. Des spécialistes parlent d'une « abondance médiatique [1] ». Toutefois, les moyens pour mesurer le taux d'audience et le taux de pénétration sont, pour le moment, inexistant, ce qui rend difficile de se rendre compte empiriquement de la situation, malgré l'attrait connu des Haïtiens pour les médias, en particulier la radio.

### Le paysage médiatique haïtien

La tâche du journaliste est rude dans ce pays, à tradition autoritaire, où les pouvoirs en place ont souvent tenté de manipuler les médias. Nombreux sont les journalistes qui ont dû s'exiler sous la dictature des Duvalier et beaucoup sont, aujourd'hui encore, victimes de leur engagement. Face à cette violence faite aux journalistes et à l'impunité des malfaiteurs, une commission [2] a été mise en place afin d'évaluer les progrès des enquêtes sur les crimes perpétrés contre des journalistes entre 2000 et 2007. Elle devrait réviser

les dossiers policiers et judiciaires de meurtres de plusieurs journalistes, dont ceux de Jean Dominique et de Brignol Lindor, les deux cas les plus emblématiques, pour déterminer les raisons de la stagnation dans les recherches et lutter ainsi contre l'impunité.

Dans un pays où le taux d'alphabétisation est de 53% et le niveau de vie très faible, on sait que la radio est le médium le plus populaire. Le journaliste Vario Sérant, dans son livre « Sauver l'information en Haïti » rapporte que les résultats préliminaires d'un sondage, réalisé par l'Institut Gallup en août 2003, révèlent que 92% des Haïtiens ont accès à la radio ou possèdent un poste et que 67% des auditeurs l'écoutent entre 2 et 5 heures par jour. Les personnes qui habitent à la campagne l'écoutent davantage que les urbains. Étant donné la structure géographique montagneuse du pays, la couverture nationale demeure un réel enjeu, d'autant que, depuis 1991, les radios sont, de manière générale, passées en FM, abandonnant les émetteurs AM (ondes moyennes), trop coûteux à faire fonctionner. Radio Métropole, Radio Vision 2000, Radio

Kiskeya, Radio Guinen, Radio Caraïbe, Radio Lumière sont parmi les plus connues dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, où l'on ne compte pas moins d'une cinquantaine de stations. Radio Nationale, comme son nom ne l'indique pas, n'a, elle aussi, qu'une couverture métropolitaine.

Pour ce qui est des radios communautaires, elles sont, selon la SAKS (Société d'animation et de communication sociale) au nombre de trente. Ce sont les organisations de base (de paysans, de femmes) qui, pour la plupart, font une demande à la SAKS pour l'installation d'une radio communautaire. La SAKS effectue une étude de faisabilité (étude technique, logistique et organisationnelle). Si l'étude estime le projet viable, l'organisation sollicituse doit effectuer des démarches auprès de bailleurs pour financer les équipements et la SAKS se charge de former l'équipe de bénévoles (15 à 20 personnes). Faute de pouvoir fonctionner toute la journée, en raison du manque d'électricité, les radios communautaires fonctionnent généralement l'après-midi grâce à des panneaux solaires. Elles diffusent de l'information locale et nationale (relais des radios de la capitale), créent des émissions éducatives sur la santé, l'agriculture et l'environnement par exemple.

Quant à la télévision, on compte une dizaine de stations non câblées, dont les plus connues sont Télévision Nationale d'Haïti (chaîne publique), Tele Max, Télé Caraïbe, Télé Guinen, Télé Eclair, Canal Bleu, Télé Lumière et une chaîne câblée : Télé Haïti. La télévision est essentiellement regardée dans la capitale et par les classes aisées où les gens peuvent investir dans un poste.

Pour la presse écrite, les deux quotidiens, Le Matin [3] et le Nouvelliste [4] sont en vente sur les principaux axes de la capitale et envoyés en petite quantité en province. Les deux quotidiens, tout comme les hebdomadaires Haïti en Marche, Haïti Progrès et Haiti Observateur [5] sont principalement en français. La publication en Créole la plus connue est le mensuel catholique « Bon Nouvèl ».

### **Des difficultés structurelles et conjoncturelles**

Il n'existe pas, à proprement parler, d'école de journalisme à statut universitaire en Haïti. Le département de communication sociale de la faculté des Sciences Humaines est le seul établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État pour former en communication sociale. Des écoles privées pullulent dans la capitale, mais sans contrôle de l'État. Cependant des séminaires, avec remise de diplômes, sont régulièrement organisés pour les journalistes par des ONG

comme "Réseau Liberté" ou des organismes comme l'Institut Panos et l'OIF (Francophonie).

D'autre part, les correspondants régionaux ou envoyés spéciaux sont peu nombreux car les sièges des médias manquent cruellement de moyens pour envoyer des équipes en régions. L'information est de ce fait globalement centralisée à Port-au-Prince. Le moyen de se déplacer en province est, généralement, de profiter du déplacement d'une ONG ou d'une organisation internationale. Ceci n'est pas sans poser un grave problème d'éthique puisqu'une telle démarche est susceptible de nuire à l'indépendance des médias. Ce fonctionnement entraîne aussi une sorte de clientélisme : les organisations invitant souvent les mêmes médias.

Par ailleurs, les différents médias se limitent, le plus souvent, à traiter de l'actualité brute. Les genres journalistiques qu'utilisent les médias ne vont pas au-delà de trois : brèves, comptes rendus et interviews, qui appartiennent au genre informatif. Les autres genres, explicatif, analytique ou réactif, sont quasiment inexistantes dans le paysage médiatique haïtien. La très faible part de journalisme d'investigation peut s'expliquer par le fait que le pays a une tradition de régime autoritaire où le bâillonnement des journalistes était plus ou moins systématique suivant la période. Mener une enquête approfondie, issue d'une connaissance de fond d'un problème, comme la criminalité à Port-au-Prince, relève, dans les conditions actuelles, de la gageure.

Les thèmes traités par les médias souffrent également d'un manque de diversité. Les sujets liés à la politique occupent la majorité des antennes. Sporadiquement, l'économie obtient une place importante, tandis que le social, la santé, la culture ou l'environnement, par exemple, restent, le plus souvent délaissés, en tant que thèmes d'actualité.

Malgré des problèmes structurels et conjoncturels, les médias parviennent à refléter une certaine vitalité du journalisme haïtien et à forger le sentiment que les moyens de communication de masse ont un rôle décisif à jouer dans l'avenir du pays. Ils sont effectivement porteurs de l'information qui est au centre de tout processus de transformation sociale et politique.

[1] Pour un pays de 8 millions d'habitants et de 27750 km<sup>2</sup>

[2] Commission indépendante d'appui aux enquêtes relatives aux assassinats des journalistes (CIAPEJ)

[3] Tirage : 3000 exemplaires - Imprimé en République Dominicaine

[4] Tirage : 20000 exemplaires - Imprimé à Port au Prince

[5] Édités dans la diaspora haïtienne aux Etats-Unis

✓ Des informations haïtiennes via Internet: Des

informations quotidiennes avec le site du journal haïtien « Le Matin » : [www.lematinhaiti.com](http://www.lematinhaiti.com) et celui du Nouvelliste : [www.lenouvelliste.com](http://www.lenouvelliste.com), ainsi que celui de l'agence de presse en ligne « Alterpresse » : [www.alterpresse.com](http://www.alterpresse.com). Des informations également avec le site de la station de radio « Radio Kiskeya » : [www.radiokiskeya.com](http://www.radiokiskeya.com).

## L'ACTUALITE DU MOIS

### VIE QUOTIDIENNE

**La Cherté de la vie** pèse sur la vie quotidienne. Le Président Préval invite ses concitoyens à consommer les produits locaux. Selon lui, la cherté de la vie est due principalement à la hausse du prix des produits pétroliers. Des manifestations contre la vie chère se sont déroulées aux Cayes, à Port-Au-Prince et sur l'île de Gonâve : les manifestants réclament, entre autres, l'élimination des taxes sur les produits alimentaires. Devant le Sénat, le Premier Ministre a présenté un plan de redressement économique prévoyant des subventions à la production, certains sénateurs ont fait remarquer que ces projets ne pourront pas être réalisés à brève échéance.

**Le Carnaval** dont les festivités ont duré trois jours début février a réuni des centaines de milliers de personnes à Port-Au-Prince ; quelles autres villes comme Jacmel ont elles aussi eu leur carnaval. Les étudiants de la faculté d'Ethnologie ont violemment protesté contre l'allocation de 50 millions de gourdes au Carnaval de Port-Au-Prince (25 millions en tout pour les autres carnivals) alors que la population vit dans la misère et que l'université manque de moyen. Le thème du Carnaval, défense de l'environnement « Yon Ayiti banda se yon Ayiti vet » a été respecté par les formations musicales et par les chars... ce qui n'a pas empêché la mairie de Port-Au-Prince de faire abattre cinq arbres pour faciliter le passage du cortège. Au bilan, plus de 700 personnes ont été blessées pendant le carnaval de Port-Au-Prince avec une augmentation des plaies par armes tranchantes, mais aucun blessé par balle et aucun mort. Certains notent que d'année en année le carnaval se transforme davantage en campagne publicitaire pour des entreprises privées « notamment de téléphonies mobiles »

### INSECURITE - POLICE ET JUSTICE

Le déploiement de la moitié de l'effectif de la Police Nationale autour du carnaval expliquerait la multiplication d'actes de violence ailleurs. Plus d'une quinzaine d'enlèvements et de morts dont un nourrisson.

**La Police** vient d'engager un processus de réforme et d'épuration. 545 policiers ont été renvoyés en 2 ans pour implication dans des violations de droits humains, infractions ou trafic de drogue. Plus du quart du budget national est consacré à la Police qui reçoit également le soutien technique et logistique de pays comme le Canada, les Etats-Unis et la France. Mario Andresol, directeur général de la Police Nationale souligne la bonne collaboration de la Police Nationale et des policiers de la Minustah dans la lutte contre les enlèvements. Mais il envisage la formation de plus de

600 policiers spécialisés pour patrouiller dans les rues de la capitale la nuit. Il espère atteindre l'effectif de 12 à 14 000 policiers en 2010 pour tout le territoire.

**La justice** vient de condamner par contumace (au travaux forcés à perpétuité, confiscation des biens, perte des droits civils et politiques) 7 personnes membres du groupe armé Domi Nan Bwa, proche de Lavalas, pour l'assassinat du journaliste Brignol Lindor.

### VIE ECONOMIQUE ET POLITIQUE

**A la Téléco**, une nouvelle vague de licenciement porte à 2 245 sur 3 400 le nombre de salariés licenciés depuis 2007.

**Le Premier Ministre J.E. Alexis interpellé** par des députés appartenant à divers partis devra s'expliquer ces jours-ci sur son action. Plusieurs responsables d'organisations syndicales ont souhaité cette interpellation : ils reprochent au gouvernement son inaction face à la vie chère.

**La politique agricole** est en première ligne. Plusieurs centaines d'étudiants en agronomie et médecine ont manifesté leurs protestations et revendications. Soutenues par l'Association Nationale des Agro professionnels Haïtiens, ils semblent avoir trouvé des points d'accords avec le Ministère de l'Agriculture. Ces accords portent sur le contrôle sanitaire des produits importés, sur l'accès au crédit pour les producteurs agricoles, et plus généralement sur l'intégration de l'agriculture dans la relance de la production nationale.

### RELATIONS AVEC LA REPUBLIQUE DOMINICAINE

Deux mille Haïtiens sans-papiers ont été arrêtés puis rapatriés début janvier par les autorités dominicaines. Le corps spécialisé de la sécurité frontalière (CESFRON) a également arrêté des passeurs dominicains transportant des Haïtiens et aurait secouru 7 Haïtiens abandonnés, dépouillés de tout et complètement nus. Le Groupe d'Appui aux Rapatriés et aux Réfugiés (GARR) affirme que des intermédiaires, trafiquants d'êtres humains, auraient fait traverser la frontière à 5 000 personnes en janvier et demande qu'une solution soit donnée à ce trafic. Les relations commerciales ont été rendues difficiles par la menace de grippe aviaire et d'embargo haïtien décrété sur les importations d'œufs et de poulets dominicains. En représaille de cet embargo, le marché binational de Dajabon a été boycotté. Représailles ou non, la boisson haïtienne à succès « Toro » a été interdite en République Dominicaine.

**Objectif**

Créée en 2004 à Creil dans l'Oise, l'Association Franco-Haïtienne de Solidarité et d'Echanges Culturels (AFHSEC) a pour objectif de renforcer les liens d'amitié, de solidarité entre Haïti et la France, promouvoir la culture haïtienne, favoriser les échanges culturels entre jeunes Haïtiens et Isariens (par le biais de formations, de résidences d'artistes ou de séjours croisés), développer des partenariats avec d'autres associations dont les objectifs sont proches, pour donner plus de portée aux actions. En Haïti, l'AFHSEC facilite l'accès des enfants des quartiers populaires à la lecture et à la culture.

**Projet en cours :**

En France : Organiser des expositions de peintures, de photos.

En Haïti : Contribuer à la mise en place d'une bibliothèque dans l'école de Trou Sab de Christ-Roi à Port-au-Prince, en l'équipant de livres et de matériels. Participer à la mise en place de formations pour les animateurs.

**Projets à venir :**

En France : Organisation de la quinzaine « Haïti sur Oise » à Creil du 18 au 29 mars 2008.

En Haïti : Soutenir l'école pour la création d'un atelier informatique équipé. Etendre la mise en place de bibliothèques et de centres socio-culturels dans d'autres quartiers qui en sont dépourvus.

**Coordonnées**

Chantal Guérin, présidente.

06 15 21 07 96

afhsec1@free.fr

**HAÏTI EN FRANCE : AGENDA**

- ✓ 8 mars, Auch (32) : la **Quinzaine sur Haïti à Auch** (du 5 au 20 mars) soirée autour de contes d'Haïti. Apéritif animé avec de la danse haïtienne puis repas haïtien et concert du groupe Dyaoulé Pemba. 21h à la Maison de Gascogne. Contact : frcadet@aol.fr
- ✓ Du 13 mars au 21 mars, Seine Saint Denis (93) : **L'humanisme est-il un colonialisme ?** Conférences, concerts, théâtre, lecture, expositions. Quatre lieux de Seine-Saint-Denis : l'université Paris 8 à Saint-Denis, la Parole errante à Mains d'œuvre à Saint-Ouen, le Magic Cinéma à Bobigny, et un lieu à Montreuil. Contact : fredodarcy@yahoo.fr
- ✓ Du 19 au 29 mars 2008 Creil (60) : **Haïti sur Oise** : 10 jours autour d'Haïti : Contes, expositions, concerts, conférences. Pour tout renseignement : AFHSEC, 06 15 21 07 96. mail : afhsec1@free.fr
- ✓ 29 mars, Paris 20<sup>e</sup> : **spectacle "Quoi faire?"** brassage du monde sourd et entendant, en soutien à l'association Haïlylyne. Lieu : 6 rue Louis Lumière (Métro Porte de Bagnolet ou PC2 arrêt Vitruve). Renseignements : Freydelyne Charles, 06 78 47 40 68
- ✓ Du 31 mars au 6 avril, Vernouillet (78) : **Semaine d'échange culturel sur le thème d'Haïti** organisé par la Mairie et l'association Cœur d'Haïti. Renseignements : contact@coeurdhaiti.com

(Pour l'actualité d'Haïti en France, nous soumettre des dates, rendez-vous sur [www.collectifhaiti.fr](http://www.collectifhaiti.fr), rubrique Agenda)

**LE COLLECTIF HAITI DE FRANCE****Rencontre à Bruxelles sur la question du développement rural en Haïti**

La Coordination Europe Haïti a organisé un atelier sur la sécurité alimentaire le 7 février dernier, en profitant de la présence de Franck St Jean de la Plateforme Haïtienne pour un Plaidoyer Alternatif. Cela a été l'occasion d'essayer d'approfondir la partie « développement rural » du document de plaidoyer « Une autre Haïti est possible » de la Coordination Haïti Europe (réseau d'une cinquantaine d'ONG haïtiennes).

**Rencontre entre la PAFHA et le MHAVE**

La Plateforme des Associations Franco-Haïtiennes, la PAFHA, organise ardemment une rencontre via visioconférence avec le Ministère

des Haïtiens Vivant à l'Étranger, le MHAVE, qui aura lieu prochainement, pour parler notamment de la situation des Haïtiens en France et de l'éducation en Haïti.

**Le Collectif Migrants Outre Mer -MOM**

Le Collectif Haïti de France (CHF) fait partie d'un collectif d'associations regroupées autour des questions de la situation juridique des migrants et leur accès au droit en Outre-mer. En Guyane et Guadeloupe, les migrants sont principalement composés d'Haïtiens. Grâce à ce réseau, le CHF a pu envoyer quelques exemplaires de la publication du GISTI sur les spécificités du droit des étrangers en Outre-mer à la Fédération des Associations Haïtiennes de Guadeloupe.

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France

21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris - Tél : 01 43 48 31 78 - Info répondeur : 01 43 48 20 81  
 contact@collectif-haiti.fr / www.collectif-haiti.fr